

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**FONDS EUROPÉENS - 1ER RAPPORT POUR 2023
AFFECTATION D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Affectation d'autorisation d'engagement « assistance technique FESI »

1.1. Pour la période de programmation 2014-2020

La mise en œuvre de la gestion des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) pour la période 2014-2020 se poursuit. Dans la perspective de la préparation de la clôture du programme, l'autorité de gestion doit engager les moyens financiers nécessaires aux dépenses d'achats et de prestations de services qui contribuent à répondre aux exigences de la Commission européenne.

Cette affectation est la première demande d'autorisation d'engagement pour l'année 2023.

Conformément au règlement UE n° 1303/2013, portant dispositions communes, l'autorité de gestion doit disposer d'un système de suivi des indicateurs. Pour la période de programmation 2014-2020 le système Viziaprog SDP est mis à disposition par le prestataire Edater.

Les dernières opérations subventionnées se terminant le 31 décembre 2022, et le rapport final de mise en œuvre, indispensable à la clôture du programme, devant être livré avec les dernières valeurs des indicateurs, la prestation doit être prolongée de dix-huit mois, soit jusqu'au 30 juin 2024.

Il est proposé d'affecter un montant complémentaire de 115 554 €.

Conformément au règlement UE 1303/2013 portant dispositions communes, l'autorité de gestion organise au moins une fois par an un comité régional de suivi inter-fonds chargé du suivi de la bonne exécution du programme.

Il est donc proposé d'affecter un montant de 2 500 €.

Ainsi, il est proposé d'affecter un montant de **118 054 €** en autorisation d'engagement afin de financer les actions s'inscrivant dans le cadre de l'assistance technique imputée sur l'action 10200801 « Assistance technique – programmation 2014-2020 » du budget 2023.

1.2. Pour la période de programmation 2021-2027

1.2.1. Communication et promotion du programme régional 2021-2027

Le 24 octobre 2022, la Commission européenne a validé le programme régional FEDER-FSE+ pour l'Île-de-France et le bassin de la Seine pour la période 2021-2027. La mise en œuvre de ce nouveau programme nécessite d'engager des moyens financiers nécessaires aux dépenses d'achats et de prestations de services qui contribuent à répondre aux exigences de la Commission européenne.

Cette affectation est la première demande d'autorisation d'engagement pour l'année 2023.

Le lancement de la programmation 2021-2027 nécessite de disposer d'outils d'information sur les procédures à suivre, à destination des candidats aux fonds européens, afin de leur faciliter la tâche, tout en sécurisant le déploiement de ces fonds pour eux comme pour l'autorité de gestion.

Il est prévu de présenter le programme au format numérique, agrémenté d'illustrations pour rendre ce contenu plus accessible aux novices, quelques exemplaires seront également disponibles au format papier. Un montant provisionnel de 12 000 € est proposé pour cette prestation de maquettage, de mise en forme et d'impression du Programme régional Île-de-France et bassin de la Seine FEDER-FSE+ 2021-2027.

Afin de présenter la stratégie francilienne en matière de fonds européens structurels et d'investissement (FESI) sur le territoire, la région Île-de-France organise un événement de lancement du programme à destination des partenaires au cours du premier semestre 2023.

Cette journée sera l'occasion de rappeler les enjeux et défis liés à la période 2021-2027.

Le coût de cet événement est estimé à 52 000 €. Cette enveloppe permettra de financer les prestations, la restauration, la logistique, les objets promotionnels ou encore la communication de l'événement.

Dans le cadre du Joli Mois de l'Europe en mai, la région Île-de-France saisit l'occasion de parler d'Europe et de faire parler d'Europe. Des initiatives de valorisation de l'intervention de l'Union européenne seront mises en place, (Evènements, mise en lumière de projets soutenus par l'Union européenne à travers des reportages vidéo, etc.).

Ces différentes actions sont estimées à 36 400 € incluant notamment l'organisation d'un événement, la Fête de l'Europe, la production d'objets promotionnels ainsi que la conception et la réalisation de reportages vidéo.

En parallèle, l'autorité de gestion souhaite mettre à disposition des porteurs de projet et des bénéficiaires des fonds européens des guides pratiques et plaquettes. Le coût de ces prestations est estimé à 50 000 €.

Enfin, il est prévu la réalisation d'une exposition pédagogique sur l'intervention des fonds européens en Île-de-France, qui soit mobile et également mise à disposition des partenaires du programme.

Le coût de cette action est estimé à 60 000 €.

Pour la communication, il est proposé d'affecter un montant global de **210 400 €** en autorisant d'engagement, afin de financer des actions s'inscrivant dans le cadre de l'assistance technique, imputée sur l'action 10200803 « Assistance technique – Programmation 2021-2027 » du BP 2023.

1.2.2. Pour la gestion et le suivi des crédits européens

Pour assurer la mise en œuvre de la programmation 2021-2027, l'autorité de gestion doit engager les moyens financiers nécessaires aux dépenses d'achats et de prestations de services qui contribuent à répondre aux exigences de la réglementation européenne.

Le contrôle interne des opérations subventionnées doit être assuré par l'autorité de gestion, d'après le règlement UE 2021/1060, règlement portant dispositions communes. Il est proposé d'affecter un montant de 240 000 €.

Afin d'appuyer les services de la Région dans le lancement de la nouvelle programmation, notamment dans la période concomitante à la clôture des opérations de la programmation 2014-2020, il est proposé d'affecter un montant de 150 000 €.

Dans le cadre de la sécurisation de la mise en œuvre des fonds européens, l'autorité de gestion a besoin d'un logiciel de cartographie des risques. L'autorisation d'engagement, de 22 000 €, vise à ajouter un module complémentaire dédié aux fonds européens à l'outil Arengibox, dont dispose la région.

Dans le cadre du pilotage et du suivi de la programmation, les services de l'autorité de gestion doivent adapter les outils et système d'information à la programmation 2021-2027. Il est proposé d'affecter un montant de 100 000 €.

Dans le cadre de la passation des marchés publics de la direction des stratégies européennes, des règles de publicité s'appliquent, en fonction de la valeur estimée et de l'objet de l'achat. Il est proposé d'affecter un montant de 5500 €.

Enfin, conformément au règlement UE 2021/1060 portant dispositions communes, l'autorité de gestion organise au moins une fois par an un comité régional de suivi inter-fonds chargé du suivi de la bonne exécution du programme. Il est donc proposé d'affecter un montant de 3000 €.

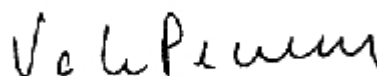
Conformément au règlement UE 2021/1060 portant dispositions communes, l'autorité de gestion organise des comités de pilotage dans le cadre de la rédaction des évaluations, externalisées. Il est donc proposé d'affecter un montant de 1000 €.

Afin de soutenir la politique régionale de lutte contre le décrochage scolaire dans l'enseignement supérieur, il est proposé d'affecter un montant de 40 000 € pour une prestation d'accompagnement au montage d'opération avec le Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur, Orientation, Réseaux (TRESOR).

Pour la gestion et le suivi des crédits européens, il est proposé d'affecter un montant de **561 500 €** en autorisant d'engagement, afin de financer des actions s'inscrivant dans le cadre de l'assistance technique, imputée sur l'action 10200803 « Assistance technique – Programmation 2021-2027 » du BP 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

FONDS EUROPÉENS - 1ER RAPPORT POUR 2023

AFFECTATION D'ASSISTANCE TECHNIQUE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n° 1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n° 1301/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER) ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n° 1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen (FSE) ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n° 2021/1060 du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n° 2021/1058 du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européens de développement régional (FEDER) et au Fonds de cohésion ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n° 2021/1057 du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds social européen plus (FSE+) ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 ;

VU le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

VU la délibération n° CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à l'autorité et mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 modifiée relative à la stratégie européenne de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-011 du 16 février 2022 relative à la mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER et FSE+ 2021-2027 ;

VU la délibération n° CR 2022-042 du 22 septembre 2022 relative à la mise en œuvre de la gestion des fonds européens ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-044 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 118 054 € disponible sur le chapitre « services généraux », code fonctionnel 020 « autres moyens généraux », programme 02008 « Assistance technique », action 10200801 « assistance technique – programmation 2014-2020 » du budget 2023 pour les dépenses directes.

Article 2 :

Décide de d'affecter une autorisation d'engagement de 210 400 € disponible sur le chapitre « services généraux », code fonctionnel 020 « autres moyens généraux », programme 02008 « Assistance technique », action 10200803 « assistance technique – Programmation 2021-2027 » du budget 2023 pour les dépenses directes liées à la communication.

Article 3 :

Décide de d'affecter une autorisation d'engagement de 561 500 € disponible sur le chapitre « services généraux », code fonctionnel 020 « autres moyens généraux », programme 02008 « Assistance technique », action 10200803 « assistance technique – Programmation 2021-2027 » du budget 2023 pour les dépenses directes.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE